

Saïd Bouhadja bat en retraite

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4592 - Mercredi 3 octobre 2018 - Prix : 10 DA

Octobre n'est pas rose pour tout le monde

En Algérie, les patients démunis face au cancer

Page 3

Ruptures fréquentes de médicaments produits localement

Des retards dans l'importation des molécules mis en cause

Page 3

La Turquie à ce qu'il semble déjà dans l'après-Idleb

Par Mohamed Habili

En Syrie, la Turquie a besoin des Etats-Unis pour contrer la Russie et de la Russie pour faire entrer les Etats-Unis au moins dans une partie de ses vues. Elle se rapproche des uns ou de l'autre suivant ses intérêts étroits du moment. De toutes les puissances impliquées dans le conflit syrien, elle est la seule à avoir commencé celui-ci dans le camp dirigé par les Etats-Unis, et à être en train de le terminer dans le camp opposé. Du moins jusqu'à récemment, car depuis l'accord de Sotchi passé avec la Russie, dont la mise en œuvre doit se concrétiser dans moins de deux semaines désormais, c'est plutôt sur les Etats-Unis qu'elle entend s'appuyer pour le cas où les relations avec la Russie viendraient à s'aggraver. Les forces américaines sont présentes au nord de la Syrie, en même temps que les siennes, à ceci près que les premières se trouvent principalement à l'est de l'Euphrate et ces dernières à l'ouest de cette ligne naturelle de partage. Cependant les deux sont présentes à Menbaj, où elles viennent en quelque sorte de fraterniser, alors que jusque-là les Turcs ne cachaient pas leur dépit de devoir partager cette ville syrienne avec eux. Jusqu'à ces derniers temps, les Turcs n'évoquaient jamais non plus la présence américaine à l'est de l'Euphrate sans en souligner le caractère illogique et douteux. Sans elle, ils n'auraient probablement pas hésité à franchir l'Euphrate pour compléter leur occupation du nord de la Syrie.

Suite en page 3

Les intempéries démentent Necib et dévoilent le bricolage des responsables locaux

La goutte de pluie qui fait déborder la capitale



Les pluies orageuses qui se sont abattues ont causé des inondations dans plusieurs quartiers de la capitale, des infiltrations d'eau dans des habitations et équipements publics comme ce fut le cas à l'hôpital Parnet de Hussein Dey et à la station de métro éponyme ainsi que la station El-Harrach Gare qui a été fermée.

Lire page 2



Tunisie

Ahed al-Tamimi invitée par Caid Essebsi

Page 24

«Baghdad et mon exil» du plasticien Ahmed Chihabi

Un hommage rendu à la culture irakienne

Page 13

Les intempéries démentent Necib et dévoilent le bricolage des responsables locaux

La goutte de pluie qui fait déborder la capitale

■ Les pluies orageuses qui se sont abattues dans la soirée de lundi à mardi ont causé des inondations dans plusieurs quartiers de la capitale, des infiltrations d'eau dans des habitations et équipements publics comme ce fut le cas à l'hôpital Parnet de Hussein Dey et à la station de métro éponyme ainsi que la station El Harrach Gare qui a été fermée.

Par Thinhinene Khouchi

Voici là un autre démenti aux assurances du ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, qui avait déclaré à l'occasion des inondations qui venaient de frapper certaines villes de l'est du pays, à savoir Constantine, Tébessa d'Ain El Kebira à Chréa et autres localités qui avaient enregistré, pour certaines parmi elles des pertes en vies humaines et matérielles et des blessés. Ainsi, le ministre avait assuré que la capitale était totalement sécurisée contre les «aléas» de ce phénomène naturel. Il avait déclaré que «toutes les infrastructures réalisées à Alger ces dernières années ont permis de sécuriser totalement la capitale du phénomène des inondations» ajoutant qu'un plan national pour la sécurisation des villes contre les inondations et l'aménagement des oueds a été mis en place. Des assurances qui sont tombées à l'eau dans la soirée de lundi à mardi suite aux inondations qui ont frappé plusieurs quartiers de la capitale. En effet, les pluies orageuses qui se sont abattues dans la soirée de lundi ont causé des désagréments aux habitants d'Alger.

Des images postées sur les réseaux sociaux montrent des quartiers totalement submergés par les eaux et des routes quasiment impraticables à cause des débordements d'eau. Des débordements qui menacent d'emporter des véhicules stationnés aux abords des routes. En outre, la station Harrach Gare a été fermée, suite à des infiltrations d'eau survenues au niveau de cette station causées par ces intempéries enregistrées sur la capitale lundi soir, a indiqué un communiqué de l'entreprise



Ph/D. R.

RATP El Djazair. «La fermeture de la station citée était nécessaire afin de garantir l'intervention de nos équipes de maintenance dans de meilleures conditions», ajoute le communiqué qui précise que le trafic a été interrompu partiellement de 21h00 jusqu'à 23h00 entre la station Harrach-Centre et celle de Bachdjarrach.

Les équipes de la RATP El Djazair en collaboration avec l'entreprise Métro d'Alger sont à pied d'œuvre et appliquent les procédures mises en vigueur dans ce genre de situation, conclut le communiqué. Enfin, pour rappel, l'Office national de la météorologie avait émis avant-hier un bulletin météorologique spécial (BMS) annonçant ces pluies orageuses sur plusieurs wilayas du Centre, de l'Est et du Sud-Ouest du pays avec des cumuls pouvant atteindre ou dépasser les 40 mm. En effet,

ledit bulletin avait indiqué que de fortes averses de pluies orageuses affecteront 13 wilayas du nord et d'autres wilayas de l'est du pays. «Cette activité pluvio-orageuse affectera dès lundi soir les wilayas de Tiemcen (sud), Sidi Bel-Abbès, Naâma, Khenchela, Batna, Tébessa et Oum El-Bouaghi», précise un

bulletin météo spécial de l'ONM. La validité du BMS s'étalait de lundi 13h00 jusqu'à 21h00, a ajouté la même source alors que les cumuls estimés devaient atteindre ou dépasser localement 25 mm durant la validité. Par ailleurs, les intempéries s'accroîtront sur les wilayas de l'Est et du Centre-Est. Il s'agit

des wilayas de Boumerdès, Tizi-Ouzou, Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba, El-Tarf, Bordj Bou Arréridj, Sétif, Mila, Constantine, Guelma, Souk-Ahras et Bouira, a fait savoir l'ONM. Le bulletin relatif aux régions de l'Est devait entrer en vigueur à 18h et s'est poursuivi hier.

T. K.

Tébessa 4 personnes secourues et aspiration des eaux pluviales dans des habitations

QUATRE personnes, dont une femme, coincées dans leurs véhicules suite aux fortes pluies accompagnées de chutes de grêle, enregistrées durant la nuit de lundi à mardi dans la commune d'Ouenza (wilaya de Tébessa), ont été secourues, a-t-on appris hier auprès de la direction locale de la Protection civile. Les personnes secourues ont été prises au piège des eaux, sur la RN 82, plus exactement au lieu-dit «Henchir Zeroual», a précisé la même source, soulignant que toutes les victimes ont bénéficié sur place des premiers soins avant leur évacuation aux urgences médicales de l'Etablissement de santé de la commune de Ouenza. Les mêmes services sont également intervenus pour aspirer les eaux pluviales qui ont inondé plusieurs habitations rurales, situées dans les villages de Sidi Yahia et d'El Achache, relevant de la commune d'Ouenza, dont le volume d'eau a atteint 45 mm, ajoute la même source, faisant savoir que plus d'une dizaine de têtes d'ovins ont péri.

L. M.

Suite à la motion de retrait de confiance Saïd Bouhadja bat en retraite

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Saïd Bouhadja, a gelé des activités prévues dans le cadre de la diplomatie parlementaire, et ce sur fond de la motion de retrait de confiance, initiée par cinq groupes parlementaires de l'Assemblée, a-t-on appris mardi auprès de l'Assemblée. Les présidents de cinq groupes parlementaires, dont certains représentent la majorité, à l'instar du parti du Front de libération nationale (FLN), du Rassemblement national démocratique (RND), du Mouvement populaire algérien (MPA), de Tajamoue Amel El Djazair (TAJ) et des Indépendants ont remis dimanche une motion au président de l'APN lui demandant de démissionner de son poste, comprenant «le retrait de confiance au président de l'Assemblée, la demande de sa démission avec le gel de toutes les

activités des structures de l'APN jusqu'à satisfaction de leur revendication». Dans cette motion, les députés ont dénoncé des «dépassements et violations» enregistrés au sein de l'institution législative, à savoir «la marginalisation flagrante, le report délibéré de l'adoption du Règlement intérieur de l'APN, la marginalisation des membres de la Commission des affaires juridiques, la mauvaise gestion des affaires de l'APN, les dépenses exagérées et non judicieuses et recrutement aléatoire et douteux». Le président du groupe du parti du FLN à l'Assemblée, Mouadh Bouchareb avait déclaré à la presse que le président de l'APN, Saïd Bouhadja s'était engagé, lors de sa rencontre avec les cinq présidents de groupes parlementaires, «à satisfaire la demande des députés dans les 36

heures». Toutefois, M. Bouhadja n'a pas affiché son intention de démissionner, selon ses déclarations à la presse. Le règlement intérieur de l'Assemblée prévoit dans l'article 10 les cas de vacance de la présidence de l'APN: démission, incapacité, incompatibilité ou décès. Le Règlement intérieur stipule qu'en cas de vacance de la présidence de l'APN, il est procédé à l'élection du président de l'APN suivant les mêmes modalités prévues par le règlement intérieur, dans un délai maximum de 15 jours à compter de la déclaration de la vacance. Le Bureau de l'APN se réunit obligatoirement pour constater la vacance et saisir la Commission chargée des affaires juridiques. La Commission élabore un rapport constatant la vacance et le soumet en séance plénière à l'adoption de la majorité des membres de

l'Assemblée. Dans ce cas, l'opération de l'élection est dirigée par le doyen des vice-présidents non candidat assisté des deux plus jeunes membres de l'APN. Le président de l'APN est élu au scrutin secret en cas de pluralité de candidats. Le candidat ayant obtenu la majorité absolue des députés est déclaré élu. En cas d'absence de majorité absolue, un deuxième tour est organisé entre les deux premiers candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix. Le candidat ayant obtenu la majorité est déclaré élu. En cas d'égalité des voix, le candidat le plus âgé est déclaré élu. En cas de candidat unique, l'élection est effectuée à main levée et il est déclaré élu s'il obtient la majorité des voix.

Slim N./APS

Ruptures fréquentes de médicaments produits localement

Des retards dans l'importation des molécules mis en cause

■ Le Département de Mokhtar Hasbellaoui impute les ruptures récurrentes de médicaments au niveau des officines au retard de signature des programmes d'importation des molécules entrant dans la composition des traitements fabriqués localement.

Par Louiza Ait Ramdane

Invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio algérienne, la directrice de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques au sein de ce ministère, Ouafa Benayed Cherif, explique qu'un examen approfondi de la liste des médicaments déclarés en situation de rupture, il est apparu que c'est certaines marques particulières qui manquaient sur les rayons des pharmacies et non pas celles dont les molécules étaient proposées sous une autre désignation. A cet effet, elle déclare que des médecins auraient tendance à prescrire des traitements étrangers au lieu et place de ceux produits localement.

Toutefois l'intervenant indique que les programmes d'importation de médicaments considérés «essentiels» ont été signés dans les temps, elle reconnaît toutefois qu'il n'en a pas été de même pour ceux produits localement, en raison de la vérification préalable des stocks encore existants et de l'examen des capacités de leur production.

Une situation qui a été décriée auparavant par le Conseil national de l'Ordre des pharmaciens qui a reconnu une rupture flagrante de plus de 240 médicaments dans les officines. Ce qui a obligé les responsables



en charge du secteur à piocher dans les stocks de sécurité, au demeurant en voie d'épuisement. Le président du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens, le D Lotfi Benbahmed avait déclaré que la signature des programmes nécessaires à l'importation de certains médicaments qui n'a pas été faite dans les délais a engendré une nouvelle rupture. Il avait pointé également du doigt des fabricants qui ont exigé du ministère de la Santé de protéger prématurément des médicaments qu'ils étaient censés produire, à l'exemple de corticoïdes, alors

qu'ils n'avaient pas commencé à le faire.

Il s'agit même d'une question de calcul des besoins et le programme d'importation. Il a déclaré que malgré une augmentation de la population, ce sont les mêmes volumes de traitements qui sont reconduits chaque année. Ce qui est considéré par le D Lotfi Benbahmed, comme «insuffisant». Le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officines (Snapo), a sollicité l'intervention en urgence du ministère de la Santé. Il avait même demandé à la tutelle d'organiser dans l'immédiat, une

réunion de la cellule de veille avec tous les acteurs concernés, afin de trouver la ou les solutions idoines à cette problématique. Selon ce syndicat, tous les indicateurs montrent que le marché vit une crise. D'autres organisations professionnelles relevant du secteur ont aussi tiré la sonnette d'alarme sur la pénurie qui touche plusieurs médicaments d'importance vitale comme ceux utilisés pour le traitement du cancer, du diabète, de l'hypertension artérielle, de l'asthme, ou encore ceux des traitements psychiatriques. Ils ont soutenu que la pénurie n'a aucun lien avec le problème de distribution, tel qu'avancé auparavant par la tutelle.

Pour ce qui concerne la disponibilité des remèdes prévue pour l'année 2019, Ouafa Benayed Cherif signale que le ministre de la Santé a donné des «instructions fermes» pour que soit assurée une bonne exécution de leurs programmes d'importation. Cette situation a amené le ministère de la Santé à instruire les intervenants dans cette filière à prendre dans l'urgence les dispositions propres à empêcher leur répétition. A ce propos, elle annonce qu'un délai de deux mois a été accordé aux fabricants de produits pharmaceutiques pour faire part de leurs besoins. L. A.

LA QUESTION DU JOUR

La Turquie à ce qu'il semble déjà dans l'après-Idleb

Suite de la page une

Mais maintenant que le 15 octobre arrive à grands pas, à partir duquel ils doivent avoir obtenu le désarmement des groupes rebelles tenant Idleb, djihadistes et modérés, du moins dans la zone démilitarisée, comme ils se sont engagés à Sotchi, ils ressentent vivement le besoin de se rapprocher suffisamment des Américains pour atténuer la réaction prévisible des Russes. Ils se doutent bien que pour les Russes et les Syriens, la bataille d'Idleb reviendrait dès ce moment à l'ordre du jour, que la zone démilitarisée se soit ou non établie. Il suffirait d'ailleurs que cette bataille commence pour être tôt ou tard, plutôt tôt que tard d'ailleurs, remportée par eux. Il est clair que du point de vue des Syriens, des Russes, et des Iraniens, la zone démilitarisée n'est pas une bande de séparation des forces belligérantes mais un espace protégé ayant vocation à recevoir les populations civiles fuyant les combats. Les Turcs le comprennent d'ailleurs si bien qu'ils se placent déjà dans l'étape suivante, dans l'après-bataille d'Idleb. A ce moment, ce qui leur sera demandé c'est de faire repasser la frontière à leurs unités. Dans cette étape à venir, ils auraient besoin du soutien de tous les acteurs étrangers ayant tout comme eux une présence militaire dans ce pays. Plus question donc pour eux d'exiger leur retrait. Ils seraient même disposés à leur demander instamment de rester dans le cas où ils auraient envie de s'en aller. Aussi longtemps donc que la Turquie se croyait en mesure d'occuper seule tout ou partie du nord de la Syrie, elle voyait d'un mauvais œil la présence des autres en Syrie, sur l'intégrité territoriale de laquelle elle semblait alors tenir par-dessus tout. Maintenant que la guerre entre dans sa dernière phase, ce qui ne veut pas nécessairement dire qu'elle est en train de s'achever, elle voit mieux qu'elle ne pourrait maintenir une présence militaire durable en Syrie que si d'autres acteurs, les Etats-Unis au premier chef, nourrissent le même projet qu'elle. Toutefois, personne ne sait encore qu'elle est à cet égard l'intention des Américains. Le plus probable est que l'administration Trump est bien plus désireuse de rappeler ses troupes que de les enraciner en Syrie pour un temps indéterminé.

M. H.

Octobre n'est pas rose pour tout le monde

En Algérie, les patients démunis face au cancer

Octobre rose est une campagne annuelle de communication destinée à sensibiliser au dépistage du cancer du sein. Alors que ce mois est en train de débuter, il convient de préciser que la prise en charge des «à côté» est loin d'être correcte pour tous les malades. En Algérie, même si les responsables se succèdent pour affirmer que la mise en œuvre du plan national contre le cancer avance bien, les malades continuent de souffrir des complications de cette maladie et de l'absence d'une bonne prise en charge médicale. L'estimation reste de fait très en deçà de la réalité car le problème épineux de la prise en charge thérapeutique des cancéreux, peine encore à être résolu. La chimiothérapie et radiothérapie, deux phases cruciales dans le traitement, font toujours défaut. Nombreux sont les malades contraints à se tourner vers le privé. En effet, depuis quelques années, des cliniques privées d'oncologie et de radiothérapie offrent la possibilité d'un suivi médical. Mais les opérations chirurgicales liées aux maladies du cancer ou encore les séances de radiothérapie ne sont toujours pas prises en charge. Les cancé-

reux ne bénéficient d'aucune couverture sociale, ni psychologique ni même celle d'accompagnement pour leur assurer une fin de vie en toute dignité. Et pour cause, certains acteurs directement concernés, notamment la Caisse nationale des assurances sociales, ne s'impliquent toujours pas, ou partiellement, dans ce dossier. Censée prendre en charge la pathologie du cancer au même titre que le reste des maladies chroniques, la Cnas a été, à maintes reprises, pointée du doigt. Avec 50 000 nouveaux cas enregistrés chaque année, il est urgent de trouver des solutions pour améliorer la situation des malades, notamment en ce qui concerne le remboursement des traitements anti-cancer qui coûtent très cher. Dans ce sens, le président de l'association «El Badr» d'aide aux malades du cancer, Mustapha Moussaoui, a plaidé, lundi à Blida, pour un remboursement des prothèses mammaires par la Caisse nationale d'assurance sociale (Cnas) au profit des femmes atteintes du cancer du sein ayant subi une ablation. «La prothèse (soutien-gorge post-mastectomie) est très importante pour les femmes malades du cancer, tant au plan

médical, psychologique et social», a indiqué le D Moussaoui dans un point de presse animé à Dar El Ihssan pour l'accueil des malades du cancer, à l'occasion du lancement de la 9^e édition d'Octobre rose de lutte contre le cancer du sein. A cet occasion, il a appelé les autorités publiques et la Cnas à «penser sérieusement à rembourser les frais des prothèses mammaires, au même titre que les lunettes médicales et les implants cochléaires». La femme qui subit une mastectomie (ablation d'un sein ou des deux seins), à cause de l'impossibilité de son traitement par radiothérapie ou chimiothérapie, est «émotionnellement très affectée», au même titre qu'au plan médical. «La malade est sujette à un déséquilibre et à des problèmes de colonne vertébrale, ajouter à cela le comportement de la société à son égard», a expliqué le D Moussaoui. Le coût d'un soutien-gorge post-mastectomie est de 14 000 à 20 000 DA l'unité. Un montant que le patriote juge «exorbitant», particulièrement pour une femme atteinte du cancer du sein, déjà «profondément accablée» par les frais des traitements multiples, radios, voyages et déplacements divers.

Le président de l'association «El Badr» a également lancé un appel aux bienfaiteurs pour faire don de prothèses mammaires ou d'aides financières au profit de son association comptant «150 femmes guéries du cancer du sein, et en attente d'un don ou d'une aide pour acquérir une prothèse, qui les aidera à reprendre confiance en elles et à réintégrer la société, sans complexe d'infériorité». Le D Moussaoui a cité, à ce propos, un don de 100 soutiens-gorge post-mastectomie fait par un bienfaiteur à l'association «El Badr», qui les attribues à des femmes atteintes. Plus de 14 000 nouveaux cas/an de cancer du sein sont enregistrés en Algérie, selon les chiffres fournis par le D Moussaoui, qui en appelle à la fédération des efforts de tous (spécialistes, associations, société civile et autorités), pour faire face à cette maladie. Pour cette année 2018, l'association «El Badr» a choisi de célébrer le mois d'Octobre rose, sous le signe : «Une prothèse mammaire pour renouer avec la féminité», avec au programme nombre d'activités sensibilisatrices, comme le dépistage précoce du cancer du sein.

Meriem Benchaouia

Nouvelle étape dans le renforcement de la coopération bilatérale

La réunion de haut niveau algéro-portugaise se tient aujourd'hui

■ Les travaux de la 5^e réunion de haut niveau algéro-portugaise se tiendront aujourd'hui à Lisbonne (Portugal), sous la coprésidence du Premier ministre, Ahmed Ouyahia et son homologue portugais, Antonio Costa, avec au menu le renforcement et la consolidation de la coopération bilatérale, particulièrement au plan économique.



PHOTO

à l'Algérie et au Portugal de franchir une nouvelle étape dans la consolidation et le renforcement de leur coopération bilatérale et l'ériger en véritable partenariat gagnant-gagnant. Pour rappel, la 4^e réunion de haut niveau algéro-portugaise s'était tenue à Alger en mars 2015 et avait été couronnée par la signature de 9 accords de coopération dans différents secteurs, entre autres, de l'énergie, du commerce, des transports et de la culture. L'Algérie et le Portugal, qui ont toujours entretenu d'excellentes relations politiques, ont depuis la signature en 2005 du Traité d'amitié, de bon-voisinage et de coopération, et qui avait institué la réunion de Haut niveau, ont vu leur coopération économique s'intensifier au fil des années avec une amélioration notable de leurs échanges commerciaux et une plus forte présence des entreprises portugaises en Algérie. Selon les statistiques des Douanes algériennes, l'Algérie a exporté vers le Portugal pour les seuls huit premiers mois de 2018 pour un montant de 717 millions de dollars, soit une hausse de plus de 15% par rapport à la même période de 2017.

S. B./APS

Par Selma B.

Ainsi, cette nouvelle rencontre offrira l'occasion aux deux parties de faire le point sur l'état de leur coopération bilatérale depuis la tenue de la 4^e réunion, en mars 2015 à Alger, et permettra d'explorer les voies et

moyens à même de la consolider davantage, en tenant compte des potentialités dont disposent l'Algérie et le Portugal et le dynamisme qui caractérise leur coopération ces dernières années. Par ailleurs, M. Ouyahia, qui sera accompagné d'une délégation ministérielle composée des ministres des Affaires

étrangères, de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics et des Transports, respectivement, Abdelkader Messahel, Noureddine Bedoui et Abdelghani Zalane, procédera avec son homologue portugais à un échange de vues sur diffé-

rentes questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment la paix et la sécurité dans la région méditerranéenne et la lutte contre le terrorisme. Cette 5^e réunion de haut niveau sera couronnée par la signature de plusieurs accords de coopération dans de nombreux domaines et secteurs d'activité, à même de permettre

Environnement

Préservation bien ordonnée commence par le bénévolat...

Plusieurs associations spécialisées dans les questions de l'environnement se sont imposées ces dernières années dans la wilaya de Ouargla, à travers leurs actions de bénévolat visant la protection de l'environnement et l'ancrage de la culture environnementale chez le citoyen. Ces associations œuvrent, à travers leurs programmes, à développer la prise de conscience du citoyen sur la préservation d'un environnement sain à l'abri des facteurs de prolifération de maladies. L'association «Les Amis de l'environnement», créée en 2015 par des bénévoles du quartier Said-Otba (périphérie de Ouargla), s'implique aux divers efforts et actions de nettoyage, d'hygiène et d'éveil de la conscience citoyenne pour s'associer aux initiatives visant un environnement salubre et sain, a expliqué Mohamed Bentadj, membre de l'association. De nombreuses personnes, notamment des jeunes, ont fait preuve d'un esprit d'initiative et d'entraide, à travers l'action bénévole consacrant les valeurs d'une société homogène et cimentée, a-t-il souligné. L'action de l'association ne consiste pas à nettoyer le milieu urbain, mais s'étend à d'autres actions telles que le boisement tout au long de l'année, s'étant traduit par la mise en terre près de 700 arbrisseaux de différentes essences,

dont des arbres d'alignement, près des mosquées, des établissements scolaires, des cimetières et dans des lieux publics. Selon M. Bentadj, c'est au sein des écoles primaires où les petits élèves constituent le terrain propice pour cultiver cette conscience environnementale, que l'action de sensibilisation prend son sens, en les associant aux campagnes de nettoyage des établissements, de boisement et de décoration, de protection de l'environnement et des espaces verts.

La création de clubs verts au niveau des établissements scolaires fait partie des mécanismes idoines pour l'ancrage de la culture environnementale auprès des jeunes générations, du civisme et de la citoyenneté, ainsi que de la lutte contre les comportements néfastes susceptibles de nuire au milieu et d'engendrer des conséquences ravageuses sur la santé publique, a-t-il ajouté. L'initiative a d'ores et déjà donné lieu à la naissance d'un club vert au niveau de l'école primaire «Hadj Aïssa-Mesrouk» de la commune de Rouissat, en attendant sa généralisation au niveau d'autres établissements scolaires. Ces clubs verts assument, entre-autres missions, la création de pépinières et de jardins dans les enceintes des écoles, l'organisation de rencontres aux

objectifs de sensibilisation sur les problèmes environnementaux, la réalisation d'exposés sur le thème de l'environnement et d'activités de protection de l'environnement, ainsi que d'une bibliothèque et une publication dédiées aux sujets inhérents à l'environnement. Composée de 15 membres, cette association entend mettre en place prochainement des antennes à travers les autres communes de la wilaya pour toucher le plus grand nombre de citoyens, les élèves notamment, et ancrer un civisme environnemental pour la formation d'un bon citoyen, soutient M. Bentadj. L'association «Takafoul Akhdar» (Entraide verte), du quartier Mekhadma (Ouargla) lui emboîte le pas, en optant pour la réalisation d'une série d'opérations de préservation de l'environnement, dont le projet des «Quartiers Verts» mené pour retrouver la beauté et l'hygiène des quartiers et cité de cette ville saharienne, a indiqué le secrétaire général de cette association.

Rabie Hocine a fait état, à ce titre, de l'entreprise d'une série de campagnes de nettoyage à travers les grands quartiers de Mekhadma, Sokra, Bamendil, Bouamer et Tazegaret, en plus du nettoyage des cimetières et le boisement des rues et du tracé du tramway de Ouargla.

Lyès M.

El-Menea-Ouargla

La nouvelle route sera prête avant la fin de l'année

La nouvelle route reliant les villes d'El-Menea (Ghardaïa) et Ouargla sera prête avant la fin de l'année en cours, a assuré hier le directeur des travaux publics (DTP) de la wilaya de Ghardaïa, Ali Teggat. Le tronçon de cette route, situé sur le territoire de la wilaya de Ouargla (142 km), a été achevé, reste le parachèvement de celui situé sur le territoire de la wilaya de Ghardaïa (125 km), a précisé le DTP. S'agissant du tronçon de la wilaya de Ghardaïa, l'état d'avancement de ses travaux est estimé à 90%, augurant de l'achèvement de cette infrastructure avant la fin de l'année, a-t-il souligné. L'achèvement de ce projet, qui est le prolongement de la RN-51, est d'une importance vitale pour les deux villes concernées (Ouargla et El-Menea) eu égard à ses répercussions positives sur le développement économique et social de la région, a expliqué M. Teggat. Il permettra, notamment, d'intensifier les échanges commerciaux entre les deux régions et de multiplier les projets d'investissement dans la wilaya déléguée d'El-Menea appelée à connaître un développement certain grâce à la réalisation de plusieurs importants projets, notamment dans les domaines agricole, touristique et industriel. Techniquement, le

tronçon situé dans la wilaya de Ghardaïa a été lancé en plusieurs tranches pour un montant de plus de deux milliards DA, avec des difficultés de la topographie du terrain et l'absence d'outils de réalisation performant, selon le DTP. L'intérêt croissant porté par les pouvoirs publics à cette nouvelle infrastructure, qui s'inscrit dans le cadre du schéma directeur de l'aménagement du territoire, vise, outre le désenclavement des localités et périmètres agricoles situés sur le tracé de la route, de répondre à la problématique de la mobilité et une meilleure fluidité de la circulation routière entre le Sud-est et l'extrême sud du pays. La réalisation de cette route offrira, en plus de la réduction de presque de moitié des distances entre Ouargla et El-Menea (actuellement d'environ 450 km), des perspectives de développement de plusieurs carrières d'agréments, ainsi que la création de périmètres agricoles. Le projet offrira aussi, sur le plan touristique, la possibilité de valoriser la source thermique de Berkane, relativement très fréquentée, du fait de ses bienfaits curatifs et de détente, en plus de désenclaver le village de Hassi-Ghanem dépendant administrativement de la wilaya déléguée d'El-Menea.

Mahi L.

Industrie/Véhicules de tourisme

Forte hausse des importations des CKD

■ La facture d'importation des collections CKD (nécessaires en pièces détachées) destinées à l'industrie de montage des véhicules de tourisme s'est établie à plus de 1,83 milliard de dollars sur les huit premiers mois de 2018, contre 936,86 millions de dollars durant la même période de 2017, a appris l'APS auprès du Centre national des transmissions et du système d'information des Douanes (Cnstd).

Par Imane Gh.

Ce qui donne une hausse de 897 millions de dollars correspondant à une augmentation de 95,75% entre les deux périodes de comparaison. Quant aux importations des véhicules de transport de personnes et de marchandises et de collections CKD de cette catégorie de véhicules, elle ont également connu une hausse en s'établissant à 386,2 millions de dollars sur les huit premiers mois de 2018 contre 323,65 millions de dollars à la même période de 2017, soit une hausse de 62,55 millions de dollars (+19,33%). Ainsi, la facture globale d'importation des collections CKD destinées à l'industrie de montage de ces deux types de véhicules et l'importation des véhicules de transport de personnes et de marchandises (produits finis) s'est chiffrée à 2,22 milliards de dollars entre janvier et fin août 2018,



contre 1,26 milliard de dollars à la même période de 2017, en hausse de 960 millions de dollars (+76%). Concernant les importations des parties et accessoires des véhicules auto-

mobiles (pièces détachées pour les automobiles finies...), elles ont baissé à 239,2 millions de dollars contre 271,9 millions de dollars, soit une baisse de près de 33 millions de dollars (-12,03%). Pour rappel, sur toute l'année 2017, la facture d'importation globale des véhicules de tourisme finis et des collections CKD destinées à l'industrie de montage de ce type de véhicules s'était chiffrée à près de 1,62 milliard de dollars (contre 1,35 milliard de dollars en 2016). Concernant les importations des véhicules de transport de personnes et de marchandises et des collections CKD de cette catégorie de véhicules, elles s'étaient chiffrées à 512,6 millions de dollars en 2017 (contre 767,7 millions de dollars en 2016). Ce qui avait donné une facture globale de 2,13 milliards de dollars en 2017 (contre 2,12 milliards de dollars en 2016).

I. Gh./APS

Pétrole

Le Brent à plus de 84 dollars

Les cours du pétrole reculaient hier en cours d'échanges européens sans trop s'éloigner de leur plus haut en quatre ans, le marché s'inquiétant de la baisse des exportations iraniennes et d'un manque mondial d'offre d'or noir. A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 84,40 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 58 cents par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de novembre cédait 3 cents à 75,27 dollars. Les

cours ont atteint dans les dernières 24 heures leur plus haut niveau depuis novembre 2014, à 85,45 dollars pour le Brent en début de soirée de lundi et à 75,91 dollars pour le WTI dans la matinée de mardi. «Avec une production bloquée au Venezuela, l'anticipation du gel des exportations iraniennes le mois prochain» en raison des sanctions américaines, «la hausse récente des prix n'est pas une surprise», a commenté un analyste. «L'impression générale est que l'Opep et ses partenaires ne veulent pas, ou ne peuvent pas, augmenter leur production pour compenser le déclin des exportations iraniennes», ont ajouté les analystes. L'Opep et

ses partenaires n'ont pas annoncé de hausse de leur production fin septembre, alors que certains acteurs du marché s'attendaient à une telle action en réponse aux attaques du président américain Donald Trump contre l'Organisation. «Nous estimons cependant que le pari à la hausse est dangereux», ont prévenu d'autres analystes, qui notent que les réserves mondiales ne diminuent pas à un rythme aussi élevé que l'année précédente. Les marchés observeront à ce sujet les données hebdomadaires publiées mercredi par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) sur les stocks américains.

K. L.

Fraude

L'Union européenne va renforcer ses règles contre le blanchiment d'argent

Les 28 pays de l'UE ont promis hier d'améliorer les règles européennes pour lutter contre le blanchiment d'argent, suite au scandale éclaboussant la première banque danoise, Danske Bank. Réunis à Luxembourg, les ministres des Finances de l'Union européenne ont eu une première discussion sur une proposition faite par la Commission européenne à la mi-septembre visant à renforcer la surveillance des établissements financiers et mieux faire face aux menaces de blanchiment de capitaux. Au cœur de cette initiative : le renforcement des pouvoirs du régulateur bancaire européen, l'Autorité bancaire européenne (ABE), fondée en 2010. L'entité, dont le siège va déménager l'an prochain de Londres à Paris, pourrait voir ses moyens augmenter pour assurer

une surveillance unique plus efficace en matière de lutte contre le blanchiment. «Tout le monde était d'accord aujourd'hui pour dire qu'il fallait une réforme. Mais à quoi elle va ressembler sur le long terme, il faut encore en discuter», a déclaré le ministre autrichien des Finances, Hartwig Löger, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE. Des réserves sur la proposition de la Commission européenne ont notamment été émises par certains pays, comme la Finlande, l'Estonie et les Pays-Bas. «Notre paquet se concentre sur les défaillances principales que nous avons pu constater ces derniers mois dans le secteur bancaire», a déclaré le vice-président de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis. Le ministre danois des Entreprises, Rasmus Jarlov, dont le pays tra-

ditionnellement cité pour son faible niveau de corruption est désormais sur le devant de la scène avec le scandale de Danske Bank, a salué la proposition de la Commission, la qualifiant de «constructive». «Nous sommes tout à fait d'accord : il faut renforcer notre cadre commun de lutte contre le blanchiment de capitaux. C'est un phénomène transfrontalier qui exige une réaction au moins à l'échelle européenne», a-t-il dit. Revenant sur le scandale impliquant la Danske Bank, le ministre danois des Entreprises, Rasmus Jarlov, a affirmé que Copenhague avait «déjà tiré quelques leçons de cette affaire». «L'enquête est en cours et nous voulons que la banque soit tenue responsable de ses erreurs, nous tiendrons nos partenaires européens informés», a-t-il promis. Entre 2007 et

2015, environ 200 milliards d'euros ont transité par la filiale estonienne de Danske Bank via les comptes de 15 000 clients étrangers. Une part importante de ces fonds, de l'ordre de plusieurs dizaines de milliards, a été jugée suspecte. Emporté par le scandale, le patron de Danske Bank a démissionné il y a deux semaines, tandis que la banque a reconnu «savoir que certains clients de la branche estonienne présentaient de forts risques». Cette affaire, objet d'une enquête du parquet financier de Copenhague et de l'autorité danoise des marchés financiers, promet d'être tentaculaire, l'agence britannique de lutte contre la criminalité ayant annoncé récemment enquêter sur l'implication d'une société britannique.

L. M.

Investissement Le Koweït investira 20 milliards de dollars dans le transport aérien

LE KOWEÏT prévoit d'investir jusqu'à 20 milliards de dollars dans le secteur du transport aérien au cours des prochaines années, a déclaré le président de la Direction générale de l'aviation civile du Koweït, Salman Al Hamoud Al Sabah. Le Moyen-Orient devrait connaître une forte expansion des investissements dans le transport aérien, ce qui doublera la taille du secteur au cours des 15 prochaines années, a ajouté Salman Al Sabah lors de sa participation au comité exécutif de l'Organisation régionale de supervision de la sécurité au Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA-RSOO) à Riyad. Cela ajoutera de redoutables défis au secteur de la supervision de la sécurité des vols, a-t-il noté.

Ghani I.

Sur Euronext Le prix du blé augmente légèrement

LES PRIX du blé étaient en très légère hausse hier à la mi-journée, à la faveur de la baisse de l'euro face au dollar. L'euro poursuivait son repli face à la devise américaine, touchant un plus bas depuis mi-août, toujours affecté par les craintes autour du budget italien. Au rayon des mauvaises nouvelles pour les producteurs de blé français, leurs craintes d'une perte de tout ou partie du marché algérien au profit des blés de la mer Noire risquent de se renforcer, à en croire le cabinet Inter-Courtaige. «En Russie, les délégations d'acheteurs de blé se succèdent, au premier rang desquels on trouve l'Algérie, dont la délégation a visité le Port de Novorossiisk et Moscou la semaine dernière», indiquait le cabinet, soulignant que ce n'était pas la première fois que les Algériens testaient le blé russe. Hier après-midi sur Euronext, la tonne de blé regagnait 50 centimes d'euro sur l'échéance de décembre à 201,75 euros, et 50 centimes également sur celle de mars à 204,50 euros, dans un marché extrêmement calme avec seulement 3 300 lots échangés. La tonne de maïs, elle, était à l'équilibre, reculant de 25 centimes d'euro sur l'échéance de novembre à 174,25 euros et étant inchangée sur celle de janvier à 176,75 euros, pour un peu moins de 200 lots échangés.

R. E.

Production des céréales

La wilaya de Tiaret à la première place au niveau national



■ La wilaya de Tiaret occupe la première place dans la production des céréales au niveau national avec 5,8 millions de quintaux lors de la saison agricole 2017-2018 en dépit des dégâts occasionnés par les pluies et la grêle, a-t-on appris du directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya.

Par Hocine A.

En marge du Salon organisé à l'occasion de la Journée nationale de vulgarisation agricole à la salle omnisports «Abdellah Belarbi» au chef-lieu de wilaya, M'hamed Yahia M'hamed a souligné que Tiaret a occupé la première place en production céréalière avec une production de 5,8 millions qx devançant la wilaya de Constantine en deuxième position.

La wilaya de Tiaret occupe la première place cette saison en dépit des pluies et de la grêle qui

ont endommagé 10 400 hectares sur un total de 355 000 ha de la surface emblavée, a-t-il dit. Les coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS) de la wilaya de Tiaret ont stocké plus de 3 millions qx de céréales dans les 60 points lui relevant à Tiaret, Mahdia et Frenha et dans les entrepôts loués à cet effet, a-t-il fait savoir.

La production céréalière a été possible cette année grâce à la pluviométrie qui a épargné aux agriculteurs le recours à l'irrigation d'appoint, à l'extension de la surface emblavée et à la qualité des engrais, semences et intrants, a-t-il expliqué.

La wilaya avait réalisé, la saison 2016-2017, une production de 3,6 millions qx de céréales sur une superficie de 350.000 ha. A noter que la wilaya avait réalisé en 2013 la haute production de cette culture stratégique avec 6 millions qx.

Ce salon, organisé à l'initiative de la DSA et dont l'ouverture a été donnée par le wali de Tiaret, Abdeslam Bentouati, enregistre la participation de 100 exposants dans différentes filières ainsi que des représentants des dispositifs d'emploi, d'instituts et de services relevant du secteur.

H. A./APS

M'sila /Projets d'assainissement

Stopper l'extension urbanistique anarchique aura un impact certain

Mettre un terme à l'extension urbanistique anarchique aura un impact positif certain sur les projets d'assainissement en cours de réalisation dans la wilaya de M'sila, a affirmé lundi le wali Hadj Mokdad. L'impact des projets d'assainissement et d'extension des réseaux d'assainissement dans les communes restera «limité tant que le phénomène de l'extension urbanistique anarchique ne sera pas jugulée», a estimé le wali au cours d'une tournée dans les communes de Tarmount, Ouled Mansour et Ouanougha, relevant de la daïra de Hammam Dalaa. Des instructions fermes ont été données aux présidents des 47 Assemblées populaires communales (APC) de la wilaya pour démolir les constructions illicites et contrôler fermement le tissu urbain, a indiqué le wali, estimant que

c'est l'unique voie pour réduire les projets d'assainissement et réorienter les ressources financières qui leur sont affectées vers d'autres projets d'utilité générale. «Les points noirs» en matière d'assainissement ont été recensés et la majorité a été traitée parallèlement au contrôle continu et permanent par les services d'urbanisme et des communes pour lutter contre les constructions illicites, a ajouté le chef de l'exécutif local. Ce dernier a également indiqué à ce propos que le chef-lieu de la commune d'Ouled Mansour a bénéficié d'un projet de collecteur principal desservant plus de 4 000 habitants et mobilisant un financement de 12 millions DA pour éliminer les risques de maladies à transmission hydrique. Le wali a exhorté la commission de logement de la daïra de Hammam

Dalaa à entamer la distribution de plus de 400 logements publics locatifs (LPL) et à dégager des terrains pour les futurs programmes d'habitat. Le projet de 220 logements LPL accusant du retard dans la commune de Ouanougha en raison du site rocailleux, sera réceptionné au cours du 1er semestre 2019 parallèlement à l'aménagement de 220 lots de terrain sociaux dans la commune de Tarmount, selon les responsables de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Le wali a, en outre, présidé à l'occasion la mise en service du raccordement de plus 50 foyers du village Ouled Hallès, (commune d'Ouled Mansour) au réseau de gaz naturel dans le cadre d'une opération financée sur budget de wilaya.

Amel H.

Tissemsilt

Un quota supplémentaire de 1 500 aides à l'habitat rural

La wilaya de Tissemsilt a bénéficié d'un quota supplémentaire de 1 500 aides à l'habitat rural, a-t-on appris du directeur de wilaya de l'Habitat, Mohamed Bahar.

En marge de portes ouvertes sur le secteur de l'habitat organisé à l'occasion de la journée

mondiale et arabe du logement, le responsable a indiqué que la distribution de ce quota inscrit au titre du programme du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a été entamée à travers les 22 communes de la wilaya suivant les priorités et les besoins de chaque collectivité. Il

est prévu le lancement de la concrétisation de ces aides avant la fin de l'année en cours, une fois toutes les procédures administratives accomplies, notamment le choix des terrains et l'établissement des listes définitives des bénéficiaires. La wilaya bénéficiera, l'an prochain,

d'un quota supplémentaire de 1.500 aides à l'habitat rural en vue de satisfaire les demandes sur ce programme surtout en zones rurales éloignées de la région, a-t-il annoncé.

Pas moins de 2 128 habitations rurales sont en cours de construction à travers la wilaya

avec un taux d'avancement variant entre 20 et 70 %, selon le responsable, qui a souligné que les mesures prises par le secteur ont contribué à impulser le programme d'habitat rural dans la wilaya, citant celle d'octroi d'un délai pour le lancement des travaux ou la restitution des aides.

La wilaya de Tissemsilt a bénéficié, depuis 2000 et jusqu'à août dernier, de 28 127 aides destinées à l'habitat rural dont 24.514 unités réalisées. La manifestation portes ouvertes sur le secteur de l'habitat, organisée à la maison de la culture «Mouloud Kacim Nait Belkacem», a été marquée par l'exposition d'affiches et de fiches techniques sur les programmes concrétisés par l'OPGI, la direction de l'Urbanisme et de la Construction et l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI).

F. S.

Mila

Production de plus de 1 400 quintaux de miel

Au total, 1 440 quintaux de miel ont été produits dans la wilaya de Mila au titre de la saison agricole 2017-2018, a-t-on appris auprès de la direction des Services agricoles. La DSA a indiqué qu'une augmentation de la production de miel a été enregistrée par rapport à la saison dernière, où elle n'a pas excédé les 1 380 quintaux, imputant cette hausse à l'augmentation du nombre de ruches, qui ont atteint cette saison 37 624 contre 36 822 en 2017. Elle a également révélé que la production de miel à travers la wilaya, achevée au mois de septembre dernier, a été affectée par les conditions clima-

tiques défavorables entre les mois de mai et juin derniers, période durant laquelle les abeilles se préparent à la production de miel, ajoutant, qu'il était attendu que la quantité de miel produite soit plus importante, surtout après l'augmentation du nombre de ruches. L'apiculture se concentre dans la région nord de la wilaya de Mila, en particulier dans les régions montagneuses, où le nombre d'apiculteurs est estimé à 1 000 éleveurs agrées par les services vétérinaires relevant de la DSA, a-t-on fait savoir. Cette activité sera «bientôt» renforcée dans la wilaya de Mila par l'acquisition de 1 670 nouvelles ruches pour

un montant de 20 millions DA, dans le cadre de la politique adoptée en matière de soutien agricole, a-t-on ajouté, en particulier pour les activités agricoles pratiquées dans les zones montagneuses, entres autres l'apiculture, et ce, conformément à la circulaire du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, n 365 du 14 avril 2018. Depuis l'année 2000 jusqu'à aujourd'hui, l'apiculture s'est beaucoup développée, à la faveur de la politique du soutien agricole, avec un nombre de ruches qui atteint actuellement 37 624 unités.

R. R.

Sahara occidental

Les pourparlers de Genève serviront à définir les prochaines étapes du processus onusien

■ L'émissaire onusien, Horst Kohler, compte accélérer la cadence les prochaines semaines pour relancer les négociations directes entre le Front Polisario et le Maroc, mettant à profit les premiers pourparlers de Genève, prévus en décembre, pour discuter des prochaines étapes du processus onusien, précisent des sources concordantes.

Par Farid M.

L'envoyé personnel du SG de l'ONU a été explicite et suffisamment clair sur l'objectif de ces pourparlers, indiquant dans les invitations adressées aux parties au conflit, qu'ils visent à discuter des prochaines étapes pour relancer le processus politique, explique-t-on de mêmes sources. Il est aussi question de dresser un bilan des développements survenus depuis l'arrêt du processus de Manhasset en 2012. Les invitations envoyées aux deux parties au conflit ainsi qu'aux deux pays observateurs, l'Algérie et la Mauritanie, viennent surtout en application de la résolution 2414 du Conseil de sécurité qui a confirmé le soutien de l'organe onusien à la relance des négociations directes sans préconditions. Un élément de taille que l'ancien président allemand n'a pas manqué de souligner dans ces invitations. En somme, il s'agit d'un rappel à l'adresse du Maroc qui refuse de revenir à la table des négociations que si son plan d'autonomie est mis comme seule option pour le

règlement du conflit. M. Kohler évoque un chapitre résolument nouveau dans le processus onusien qu'il veut ouvrir en relançant ces négociations directes, relevant que l'autodétermination du peuple sahraoui demeure réalisable sur le terrain. L'annonce de la reprise des négociations représente une victoire diplomatique de grande portée pour le Front Polisario qui n'a cessé de réclamer la relance de ce processus bloqué depuis plusieurs années par le Maroc et la France. Au demeurant, ces premières discussions seront tenues sous le format 2+2, le même que celui de Manhasset, précisent nos sources, soulignant que les deux parties au conflit, en l'occurrence le Front Polisario et le Maroc, sont connues et déterminées par des résolutions onusiennes. Ce format n'est pas discutable, il n'est pas sujet à débattre, affirment-elles. Des observateurs s'interrogent déjà sur la volonté du Maroc de répondre positivement à l'invitation du médiateur onusien. Les deux parties au conflit ont jusqu'au 20 octobre pour communiquer leur disponibilité à prendre part à ces discussions. La réponse donnée par

les parties au conflit à ces invitations représente «*l'étape la plus importante*» dans l'enclenchement de ce processus, souligne l'agenda prévisionnel du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre, publié vendredi à New York. Une note accompagnant l'agenda, consacrée aux derniers développements concernant le dossier du Sahara occidental, rappelle la disponibilité du Front Polisario à s'engager dans des négociations directes dans une allusion à peine voilée aux doutes entourant la volonté du Maroc de reprendre ces discussions. Pour autant, le document, se basant sur des recoupements d'informations recueillis auprès du Conseil de sécurité, relève que les membres de l'organe onusien souhaitent voir des progrès dans la reprise des négociations. Cela concerne en premier lieu les Etats-Unis qui ont exercé des pressions au sein du Conseil de sécurité pour pousser à la reprise des négociations. Les Etats-Unis, agacés par le blocage du processus de paix, ont déclaré en avril dernier qu'il «*était temps de voir des progrès vers une solution politique après 27 ans de statu quo*».



L'émissaire onusien, Horst Kohler

Washington a, alors, affirmé que la responsabilité incombait au Conseil de sécurité qui a laissé «*le Sahara occidental devenir un exemple typique de conflit gelé*». C'est à ce titre que la 73^e session de l'Assemblée générale de l'ONU a constitué l'occasion pour la communauté internationale de relancer le débat sur ce «*conflit oublié*». L'Envoyé personnel du secrétaire général s'est activé durant son séjour à New York pour relancer le processus, multipliant les rencontres avec le chef de la diplomatie algérienne, Abdelkader Messahel, les deux parties au conflit et le sous-secrétaire américain aux Affaires

politiques, David Hale. De son côté, la diplomatie américaine a tenu des discussions à huis clos avec le médiateur onusien et les ministres des Affaires étrangères algérien et marocain. La note relève, par ailleurs, certains défis auxquels pourraient faire face l'organe onusien dans les prochains jours, citant en cela les divergences qui pourraient survenir autour des recommandations que va présenter le secrétaire général pour améliorer le fonctionnement de la Minurso (Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental). Un examen indépendant des activités de la Minurso, commandé par le secrétariat général, a été mené juste après le renouvellement du mandat de cette mission onusienne en avril. Ses conclusions, qui seront incluses dans le prochain rapport du secrétaire général sur le Sahara occidental, aurai mis en exergue le rôle joué par la Minurso dans la prévention des conflits au Sahel. L'audit a conclu qu'un retour aux hostilités en cas de non renouvellement du mandat de la Minurso, coûterait beaucoup plus cher à l'ONU que les 53 millions de dollars qu'elle verse annuellement pour financer le fonctionnement de cette mission.

Sara H.

F. M./APS

Maroc

Amnesty appelle à enquêter sur la mort d'une migrante tuée par la Marine

L'organisation Amnesty international a appelé les autorités marocaines à enquêter sur la mort de Hayat Belkacem, une jeune femme tuée par la Marine alors qu'elle tentait de gagner clandestinement les côtes espagnoles en bateau. «*Les autorités marocaines doivent mener une enquête indépendante sur la mort de Hayat et les blessures graves de trois autres citoyens marocains*», a appelé lundi sur Twitter l'organisation basée à Londres. La Marine royale marocaine avait ouvert le feu mardi sur un «*go-fast*», une puissante embarcation à moteur transportant une

vingtaine de migrants marocains en Méditerranée, au large de Fnideq (nord). Touchée par les tirs, Hayat Belkacem, une étudiante marocaine en droit, issue d'un milieu très modeste à Tétouan (nord), a succombé à ses blessures le même jour à l'hôpital. Sa mort a suscité une vive émotion et des réactions d'indignation dans le royaume. Trois autres passagers, âgés de 20 à 30 ans, ont été blessés, tandis que le pilote de l'embarcation, de nationalité espagnole, a été arrêté. Sur les réseaux sociaux, de nombreux internautes ont partagé des portraits de la

«*martyre Hayat*», dont le «*seul tort était de vouloir quitter la misère pour aider sa famille*». Depuis début septembre, des dizaines de vidéos montrant des jeunes Marocains en route vers l'Espagne à bord de bateaux pneumatiques sont devenues virales sur les réseaux sociaux. Selon des statistiques officielles, le Maroc est marqué par de grandes inégalités sociales et territoriales, sur fond de chômage élevé chez les jeunes. Le royaume est aussi un pays de transit pour les migrants originaires d'Afrique subsaharienne.

Sara H.

Tunisie

Campagne de solidarité après les inondations dans le nord-est du pays

Plus de neuf millions de dinars tunisiens, soit près de trois millions d'euros de promesses de dons ont été récoltés en Tunisie dans le cadre d'une campagne de solidarité avec la région du nord-est du pays qui a récemment été frappée par des inondations ayant fait six morts, des centaines de sans-abri et d'importants dégâts, ont indiqué les organisateurs. La campagne, a été organisée, dimanche, à l'initiative de l'Etablissement de la Télévision tunisienne (ETT) pour la collecte de dons en nature ou en espèces au profit des victimes des inondations, en soutien de l'élan de solidarité, lancé sous le signe «*Les Tunisiens, la main en main*».

Le total des dons ou promesses de dons «*a dépassé neuf millions de dinars, soit 2,7 millions d'euros*», a indiqué Elyes Jarraya, directeur de la communication de la télévision publique, qui organisait l'opération. Dans le cadre de ce «*téléthon*», des hommes d'affaires ainsi que des associations caritatives se sont engagés à prendre en charge les frais des opérations de reconstruction des infrastructures endommagées par les pluies diluviennes qui se sont abattues sur la région le 22 septembre. Nabeul, chef-lieu du gouvernorat éponyme, et plusieurs autres zones situées dans la péninsule du Cap Bon ont été balayés par ces intempéries, les plus

intenses jamais enregistrées dans la région, qui ont fait six morts, des centaines de sans-abri et d'importants dégâts matériels, selon des chiffres officiels. Dès le lendemain, des opérations citoyennes de nettoyage ont été organisées à l'aide des réseaux sociaux autour de Nabeul, afin notamment de dégager l'épaisse couche de boue laissée par la crue soudaine.

Arrestation de cinq personnes pour financement présumé de terroristes

Cinq personnes ont été arrêtées en

Tunisie pour financement présumé de terroristes, a indiqué lundi le ministère de l'Intérieur. «*Cinq individus ont été appréhendés au Kef et à Zaghouan pour financement présumé de terroristes tunisiens en Syrie*», rapporte le ministère. Dans un communiqué, le département souligne «*la saisie d'une somme importante d'argent en devise et en dinars tunisiens, à l'issue d'une intervention policière menée en coordination avec le ministère public près le pôle judiciaire de la lutte contre le terrorisme*». Des mandats de dépôt ont été émis l'encontre des suspects, indique-t-on de même source.

R. M.



Afghanistan

Au moins 13 morts dans un attentat lors d'une réunion électorale

■ Au moins treize personnes ont été tuées et plus de 40 blessées hier dans un attentat-suicide visant un meeting électoral dans l'est de l'Afghanistan, jetant une ombre sur la campagne qui s'ouvre en vue des législatives du 20 octobre.

Par Rima C.

Il s'agit du premier attentat depuis le début de la campagne officielle vendredi dernier. Mais les préparatifs de ces élections ont eux-mêmes été ensanglantés par plusieurs attaques ces derniers mois. Le kamikaze a déclenché sa charge parmi les participants à une réunion organisée par le candidat Abdul Nasir Mohmmad dans le district de Kama de la province de Nangarhar (Est), a indiqué le porte-parole du gouverneur local Atallah Khogyani. Le bilan est de 13 morts et 43 blessés selon lui. Abdul Nasir Mohmmad est «vivant», a ajouté M. Khogyani, sans toutefois préciser s'il avait été blessé. Le directeur des services de santé de la province, Najibullah Kamawal, a de son côté fait état de 14 tués. Sayed Humayun, qui accompagnait son cousin blessé dans l'un des hôpitaux de la capitale provinciale Jalalabad, a

indiqué que de nombreuses personnes étaient présentes dans la salle au moment de la déflagration. «J'ai entendu une forte explosion», a-t-il déclaré à l'AFP. «Pendant un moment je n'ai rien pu voir, j'ai cru être devenu aveugle. Mais après j'ai vu que j'étais entouré de corps et de gens couverts de sang», a-t-il poursuivi. «La deuxième session venait de commencer et nous écoutions le candidat. Tout d'un coup, j'ai entendu un grand bruit dans le milieu de la salle. J'ai tenté de fuir mais je n'ai pas pu car j'étais gravement blessé à une jambe», a témoigné un autre homme, Siraj ur Rehman, rencontré par l'AFP à l'hôpital. La déflagration a fait s'effondrer le toit du bâtiment. «Il y a encore des gens coincés sous les débris», a affirmé à l'AFP un autre participant au meeting, Malik Zeerak. L'attentat n'a pas été revendiqué dans l'immédiat, mais le groupe État islamique a affirmé avoir perpétré la plupart



PH. > D. R.

des attentats suicides commis ces derniers mois. La campagne pour les élections législatives du 20 octobre a été lancée vendredi dernier dans un climat de crainte et de doute. Le scrutin, longtemps retardé, aurait initialement dû se tenir il y a trois ans. Cinq candidats ont été assassinés dans des attaques ciblées, selon la Commission électorale indépendante, et les violences pourraient encore s'intensifier d'ici le jour du vote. Plusieurs centres d'enregistrement sur les listes électorales ont également été attaqués, notamment à Kaboul

où un attentat a tué une soixantaine de personnes le 22 avril. Pour la première fois, 54 000 membres des forces de sécurité afghanes seront chargés d'organiser la protection des 5 000 bureaux de vote. Pour des raisons de sécurité, 2 000 autres bureaux n'ouvriront pas. La mission de l'Otan se tiendra pour sa part volontairement en retrait des préparatifs de sécurisation des bureaux de vote, laissés aux forces afghanes. Les talibans et le groupe État islamique ont fait savoir qu'ils entendaient mener des attaques pour perturber le

processus électoral. Plus de 2.500 candidats sont en lice pour le vote du 20 octobre, au cours duquel la chambre basse du Parlement afghan sera entièrement renouvelée. Le scrutin est également perçu comme une répétition générale avant l'élection présidentielle prévue en avril prochain. Il survient en outre un mois avant une importante conférence de l'ONU à Genève, à laquelle les pays étrangers présents en Afghanistan espèrent convaincre les pays donateurs des progrès obtenus dans le pays. R. C.



Points chauds

Divorce

Par Fouzia Mahmoudi

Si l'UE est de plus en plus anxieuse concernant l'impact qu'aura sur sa stabilité la sortie de la Grande-Bretagne, prévue pour dans quelques mois, Londres de son côté durcit le ton. Et si les négociations sur les modalités du Brexit stagnent et que la pression s'accroît sur la Première ministre britannique, cette dernière semble décider de garder le cap. En effet, Theresa May a annoncé cette semaine qu'elle envisageait de rester à la tête du gouvernement «pour le long terme». «Je l'ai dit, je suis là pour le long terme, pas seulement pour l'accord sur le Brexit, mais aussi pour un programme intérieur», a-t-elle déclaré au micro de la BBC depuis le congrès annuel de son Parti conservateur, à Birmingham. «Mon message pour ce congrès, c'est de nous rassembler et de faire en sorte que nous obtenions le meilleur accord pour la Grande-Bretagne», a-t-elle poursuivi. La troisième journée de la grande messe annuelle des Tories sera dominée aujourd'hui par le discours de Boris Johnson, ex-ministre des Affaires étrangères de May qui a démissionné avec fracas début juillet en dénonçant son Livre blanc sur le Brexit, le «plan de Chequers». Dans des extraits distribués à la presse du discours qu'il s'apprête à prononcer, Johnson appelle les conservateurs à renouer avec leurs valeurs traditionnelles. A six mois de la sortie programmée du Royaume-Uni de l'Union européenne, le 29 mars à 23h00 GMT, l'ancien maire de Londres, à qui l'on prête l'intention de prendre la place de la Première ministre, s'est fait le porte-voix le plus audible des conservateurs eurosceptiques. Selon un article du tabloïd «The Sun», il aurait déjà élaboré une plateforme avec plusieurs hautes personnalités du parti, l'un de ses souhaits étant de repousser le Brexit d'au moins six mois le temps de relancer les négociations avec Bruxelles. Interrogée sur les propositions avancées la semaine dernière par Johnson pour négocier un accord de divorce avec l'Union européenne, May a déclaré hier matin que son propre plan de Chequers était celui à même de concrétiser le vote exprimé par les électeurs britanniques lors du référendum du 23 juin 2016. Elle a par ailleurs ajouté qu'elle allait soumettre de nouvelles propositions aux Européens sur la question cruciale de la frontière entre la république d'Irlande et la province britannique d'Irlande du Nord. Mais si la Chef du gouvernement britannique tente de rassurer et d'assoir son autorité, les travers de son mandat s'accroissent et beaucoup sont aujourd'hui sceptiques sur ses capacités à mener à bien son agenda politique. Reste à savoir si les députés britannique conservateurs se rangeront à ses côtés ou si son adversaire Boris Johnson réussira à les convaincre d'évincer Theresa May.

F. M.

Tunisie

Les recettes touristiques à plus d'un milliard d'euros sur les 9 premiers mois

Les recettes touristiques en Tunisie ont enregistré une progression de 28% au cours des neuf premiers mois de 2018, atteignant plus d'un milliard d'euros, a indiqué un communiqué publié mardi par le ministère tunisien du Tourisme et de l'arti-

sanat. «Ce volume de recettes dépasse celui réalisé sur toute l'année 2017», a souligné la même source. A l'instar du tourisme balnéaire, le tourisme saharien en Tunisie vit actuellement au rythme d'une nette reprise, ajoute le communiqué,

en citant la région de Kébil où le nombre de touristes a atteint au cours des huit premiers mois de l'année plus de 105 000 touristes, enregistrant ainsi une évolution de 38% par rapport à 2017.

Syrie

Mattis : «Encore un peu de temps» pour vaincre «Daech»

Le combat en Syrie contre le groupe terroriste autoproclamé «État islamique» (EI/Daech) «sera remporté, mais cela va prendre encore un peu de temps», a estimé mardi à Paris le ministre américain de la Défense Jim Mattis. Lors d'une conférence de presse à l'issue d'une rencontre avec son homologue française Florence Parly, M. Mattis a déclaré : «Nous sommes toujours engagés dans un combat difficile». «Ne vous trompez pas», a-t-il ajouté. «L'EI a implosé, mais d'une certaine façon ils ont renforcé leur centre au

moment où ils ne contrôlent plus que 2% des territoires qu'ils contrôlaient auparavant». «Dans les mois qui vont suivre la défaite finale de l'EI, nous continuerons à créer les conditions de sécurité qui l'empêcheront de se réinstaller», a-t-il assuré. Prenant à son tour la parole, Florence Parly a elle aussi estimé qu'en Syrie «le travail n'est pas tout à fait terminé». «Nous resterons impliqués aussi longtemps que la coalition restera impliquée au Levant», a-t-elle ajouté. «Nous savons combien la lutte contre le terrorisme est une lutte difficile,

de longue haleine. Des progrès sont réalisés dans la reconquête des territoires qui avaient été contrôlés par Daech, mais il faut continuer de nous assurer que cette lutte contre le terrorisme se poursuit de façon efficace». «C'est la raison pour laquelle nous avons aussi besoin d'un processus politique efficace», a-t-elle conclu, avec en ligne de mire la possibilité d'organiser des élections auxquelles tous les Syriens, y compris les millions qui ont fui leur pays, pourraient participer.

Kamel L.



«Baghdad et mon exil» du plasticien Ahmed Chihabi

Un hommage rendu à la culture irakienne

■ «Baghdad et mon exil» est le thème d'une exposition ouverte depuis dimanche aux cimaises de «Civ œil» d'Oran. Cette exposition qui présente les fruits d'une année de travail, regroupe une vingtaine d'œuvres du plasticien où la culture et la beauté de l'Irak sont mises en valeur. Cet évènement se veut un hommage à cette culture et une image de la fraternité entre l'Algérie et l'Irak.

Par Abla Selles

Une exposition de l'artiste plasticien irakien Ahmed Chihabi, intitulée «Baghdad et mon exil», s'est ouverte dimanche soir aux cimaises de «Civ œil» d'Oran, en présence d'artistes locaux et de fans des arts plastiques.

Organisée avec la collaboration de l'association «El Basma» de Sidi Bel-Abbès et l'association «Civ œil» d'Oran, cette exposition regroupe une vingtaine de tableaux de grand et moyen formats, fruit d'une année de travail. Avec les nombreuses couleurs qu'il travaille avec des mélanges

qui lui sont propres, où le bleu, le noir et le mauve laissent rarement outrepasser la brillance d'un jaune, nous apprendrons qu'Ahmed Chihabi souffre douloureusement du manque réel de ces géométries et ces formes arabesques de Baghdad de son enfance. Les thèmes de ces toiles où dominent plusieurs formes et couleurs et la calligraphie arabe sont puisées du patrimoine et de civilisation de l'Irak, surtout celles reproduisant de vieux quartiers de Baghdad, le mausolée de l'Imam Abou Hanifa En-Nouamane et la femme irakienne. Cette exposition se veut un hommage à la culture et patrimoine en Irak, tout en mettant en valeur les relations entre les deux



pays. D'ailleurs, le visiteur de cette exposition qui dure cinq jours s'attarde devant le tableau grand format intitulé «Amour de l'Algérie libre arabe», exprimant la lutte armée du peuple algérien contre l'occupant, de la résistance de l'Emir Abdelkader à la guerre de Libération nationale. Cette toile, dans un style

d'impressionnisme, met en exergue le drapeau algérien, l'Emir Abdelkader, des révolutionnaires, des scènes de torture pratiquée par le colonialisme et des femmes ayant perdu leurs progénitures.

L'artiste irakien résidant au Bahrein a souligné que ses toiles assimilées à l'école de Baghdad

créée par Yahia Ben Mahmoud El Wassiti, expriment le patriotisme, la nostalgie du pays en exil et l'amour des Irakiens pour l'Algérie héroïque. L'artiste Ahmed Chihabi, qui visite l'Algérie pour la huitième fois, a organisé des expositions à Sidi Bel-Abbès, Ain Témouchent et Oran. A. S.

Théâtre régional d'Oran

«Rijal Ethaoura», nouvelle épopée en montage

L'association culturelle oranaise «El-Amel» est engagée dans la production d'une nouvelle épopée théâtrale intitulée «Rijal Ethaoura» (Les hommes de la révolution), a-t-on appris lundi auprès des organisateurs. Cette nouvelle création sera présentée le 1^{er} novembre

prochain, à l'occasion de la célébration du 64^e anniversaire du déclenchement de la lutte de Libération nationale, a précisé à l'APS Mohamed Mihoubi, président de l'association et metteur en scène de la pièce.

Programmée à la date indiquée au théâtre régional d'Oran

«Abdelkader-Alloula» (TRO), «Rijal Ethaoura» est le fruit d'une écriture collective mettant en relief le sacrifice consenti par les glorieux chouhada, a-t-il expliqué.

La nouvelle œuvre, qui est produite avec le soutien d'un partenaire du secteur écono-

mique, met en vedette une dizaine de jeunes comédiens issus de l'école de formation de l'association, a fait savoir Mihoubi.

«Rijal Ethaoura» donnera le ton à la nouvelle feuille de route de l'association qui table encore sur le montage de trois autres pièces avant la fin de l'année en

cours, dont une pour enfants intitulée «Tahouissa» (Balade), a-t-il indiqué.

L'association «El-Amel» a à son actif 41 ans d'exercice marqués notamment par son investissement dans la formation, ayant initié une vingtaine de promotions de jeunes talents aux techniques de base du 4^e Art.

Ses moyens ont été davantage consolidés en 2015 suite à la création du «Petit Théâtre», structure légère de 70 places offrant les meilleures conditions pour l'organisation des stages. D. R.

Exposition ambulante à Alger

Souad Douibi expose ses œuvres au public

Une exposition ambulante des œuvres de l'artiste plasticienne Souad Douibi a sillonné lundi des rues de la capitale dans une performance artistique de partage avec le public.

Arborant des tableaux de l'artiste, sept femmes dont l'artiste elle-même, ont emprunté à pied un long itinéraire entamé depuis le Télémy, en passant par la très fréquentée rue Didouche-Mourad, où la caravane a fait escale au niveau de la «Place Audin» avant de reprendre le chemin vers le

quartier populaire de Bab El Oued.

Les tableaux donnent à voir des portraits de femmes en haïk, vêtement traditionnel porté par la femme algérienne qui, par une voilette appelée «laajar», se couvre le nez et le bas du visage et laisse le front à découvert.

En haïk, puis sans ce costume vestimentaire féminin qui symbolise autrefois la pudeur et l'élégance, l'artiste évoque la condition et la place de la femme dans une société attachée à ses traditions vestimentaires malgré les influences culturelles étran-

gères. Présente à cette démonstration, la plasticienne explique que cette performance était une «action artistique visant à faire découvrir ses peintures» au public et animer les rues de la capitale, faisant remarquer que la fréquentation des galeries ne cesse de régresser.

Diplômée des Beaux-arts d'Alger, Souad Douibi est connue sur les réseaux sociaux pour ses performances artistiques à Alger et ailleurs. L. B.

Bibliothèque itinérante à Constantine

Plus de 8 000 ouvrages proposés

La bibliothèque itinérante de la wilaya de Constantine met à la disposition des citoyens un fonds documentaire composé de plus de 8 000 ouvrages, pour encourager les citoyens à la lecture et élever le niveau du lectorat, a-t-on appris, lundi, auprès du directeur local de la culture, Aribi Zitouni.

Organisée sous la houlette du wali de Constantine, dans le cadre du programme culturel estival, cette bibliothèque itinérante propose actuellement aux habitants de la commune de Zighoud Youcef des ouvrages touchant à différents domaines, scientifique, économique, politique, littéraire, sans comp-

ter les livres pour enfants, les contes et autres articles livresques, a précisé le même responsable.

Se voulant un lien entre la direction de la culture et les férus de lecture en tous genres, le bibliobus connaît depuis son lancement un engouement particulier auprès des citoyens et particulièrement les étudiants en fin de cycle désireux d'obtenir la documentation nécessaire à leurs travaux de recherches et autres rédaction de mémoires, a-t-il révélé.

Insistant sur la nécessité d'encourager la lecture, M. Zitouni a souligné que cette initiative est accompagnée d'un large éventail

d'activités, à l'exemple de concours organisés pour récompenser les meilleurs résumés d'ouvrages.

La bibliothèque itinérante revêt aussi, selon ce responsable, un caractère pédagogique puisqu'elle donne lieu à l'organisation de divers ateliers et à la présentation de spectacles pour enfants.

Présent dans la commune de Zighoud Youcef jusqu'au 4 octobre en cours, le bibliobus continuera son périple à travers la wilaya de Constantine en se rendant, le 13 octobre, dans la commune de Ain Abid. F. H.

AGEND'ART

Palais de la culture Moufidi-Zakaria d'Alger

Jusqu'au 22 octobre :

Exposition du miniaturiste Mustapha Adjaout.

Maison de la culture de Batna

Jusqu'au 9 octobre :

Exposition «Aurès de la révolution» du sculpteur Boubaker Laghrour.

Complexe culturel

Abdelwahab-Salim de Tipaza

Jusqu'au 4 octobre :

Exposition d'arts plastiques par les artistes Amel Mihoub et Ouiza Achab.

Galerie d'art Espaco

Jusqu'au 6 octobre :

Exposition «L'éphémère» de Nathalie Andris.

Galerie d'art de l'hôtel Sofitel

Jusqu'au 4 octobre :

Exposition de peinture «Les bonnes ondes» de l'artiste plasticienne Soraya Melouk.



Rallye international d'Algérie (4^e édition) Un GPS ultra moderne pour limiter les risques d'accidents

UN SYSTÈME de localisation ultra moderne «GPS Stella», destiné à «réduire les risques au maximum», sera utilisé pour la première fois dans le Rallye international d'Algérie, à l'occasion de la 4^e édition de cette compétition (auto/moto), prévue du 30 octobre au 12 novembre prochains, en dix étapes, couvrant une distance globale de 1 200 km, ont annoncé, lundi à Alger, les organisateurs. «Ce nouveau système de localisation à distance est beaucoup plus performant que les modèles précédents. Il sera fixé dans chaque navette, que ce soit une voiture ou une moto. Il permettra non seulement de réduire les risques, mais d'intervenir rapidement et efficacement en cas de souci, notamment pour évacuer le pilote en difficulté», a indiqué en conférence de presse le partenaire français, Alain Rolland. L'expérience accumulée pendant les trois précédentes éditions a permis aux organisateurs de comprendre que même en localisant rapidement un pilote en difficulté, il est souvent pénible pour l'ambulance d'intervenir, car devant emprunter des pistes sablonneuses. Ainsi, pour remédier à ce problème, les organisateurs ont «décidé de faire appel à un médecin pouvant se déplacer à moto» selon la même source, considérant que ce moyen de locomotion lui permettra d'intervenir même dans les endroits qui sont difficiles d'accès pour une «ambulance classique». Le médecin en question est de «nationalité française» selon la même source et il est «spécialisé en orthopédie». Le coup de starter de ce Rallye raid sera donné au stade Olympique Mohamed-Boudiaf (Alger). La caravane se dirigera à Brizina (wilaya d'El Bayadh) pour la première étape, puis à Timimoune, où elle effectuera

deux boucles, avant de se rendre à Adrar, puis El Menea, Ghardaïa, pour revenir enfin sur Alger. Quatre-vingt-neuf pilotes, dont 14 Algériens, ont confirmé leur participation selon les organisateurs, qui ont souligné que «50% d'entre eux représentent la gent féminine». Les 75 autres pilotes sont «Britanniques, Italiens, Portugais, Turcs, Espagnols, Français et Belges», a encore précisé Amir Benamar, membre de la Fédération algérienne des sports mécaniques (FASM), qui était également présent à cette conférence de presse, tenue au journal *El Moudjahid*. Dans ce même registre, et en réponse aux critiques essuyées de la part de certains clubs nationaux, notamment ceux qui avaient dénoncé «une certaine marginalisation» lors des trois éditions précédentes, Benamar a tenu à faire savoir que cette fois «la participation est ouverte à tous». Ce qui, selon lui, permettra de relever le niveau de la compétition. En effet, rien que la Ligue d'Alger compte pas moins de 18 clubs affiliés qui concourent dans tous les sports mécaniques et dans toutes les catégories d'âge. Benamar a profité de l'occasion pour annoncer que «la FASM tiendra bientôt une assemblée générale extraordinaire pour élire un nouveau président», qui prendra la succession de feu Chihab Baloul, décédé d'une crise cardiaque le 14 septembre dernier. Les participants étrangers arriveront au port d'Alger le 28 octobre et se rendront aussitôt au Centre de regroupement et de préparation des élites sportives à Souidania. Cette 4^e édition du Rallye international d'Algérie est dédiée à la mémoire de l'ancien président de la FASM, Chihab Baloul.

Marathon international Medghacen (Batna) Plus de 1 500 athlètes seront au rendez-vous

PLUS de 1 500 athlètes de 11 pays participeront à la 9^e édition du marathon international de Medghacen, prévu le 6 octobre à Batna, a indiqué lundi Azzedine Guerfi, président de l'Association des amis de Medghacen, organisatrice de la course. Des coureurs du Japon, de Suède, de la Hollande, de Belgique, du Maroc, de Tunisie et d'autres pays africains et européens, sont attendus à ce rendez-vous sportif, organisé avec le concours de la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) et la Ligue d'athlétisme de la wilaya, a-t-il précisé. Selon la même source, le départ de la course aura lieu au centre-ville de la capitale des Aurès pour aboutir au mausolée du roi numide Medghacen, dans la commune de Boumia, sur une distance totale de 42,192 km, en plus de deux autres courses entre Batna et Fesdis (13 km),

Batna et El Madher (26 km), également programmées durant cette manifestation. Les organisateurs ont modifié le parcours du marathon El Madher-Boumia-Medghacen, «à cause de la difficulté de ce tronçon qui contraignait beaucoup de coureurs à abandonner», a annoncé M. Guerfi, signalant le remplacement de ce parcours par un autre tronçon traversant la région de Mezaoula, jugé plus rapide, pouvant favoriser, selon lui, la pulvérisation de records. Outre sa dimension sportive, ce marathon vise à attirer l'attention sur le mausolée numide de Medghacen, bâti presque trois siècles avant l'ère chrétienne et témoignant de l'architecture numide, mais dont la structure se dégrade depuis plusieurs années en dépit de tentatives menées pour le préserver, a encore ajouté la même source.

Ligue 1 Mobilis L'ESS écope d'un match à huis clos

■ De lourdes sanctions ont été prononcées par la Ligue professionnelle de football suite aux dernières scènes de violence qui ont éclaté dans certains stades du pays et qui restent injustifiables, sachant que des appels à l'arrêt de ce phénomène et le durcissement des peines avaient été lancés.



Les Sétifiens joueront le prochain match sans l'appui de leurs fans

Par Mahfoud M.

La Commission de discipline de la Ligue de football professionnel a infligé 1 match à huis clos à l'ES Sétif pour «utilisation de fumigènes et jet de projectiles» (3^e infraction), lors de la rencontre perdue face à la JS Kabylie (0-1) pour le compte de la 8^e journée de Ligue 1 Mobilis. Outre le huis clos, l'ESS devra payer une amende de 20 000 DA et le dossier reste ouvert pour complément d'informations, précise la LFP sur son site officiel. D'autre part, le président et le secrétaire de l'ESS sont invités à la séance de la commission de discipline du lundi 8 octobre 2018 à 11h00. Pour sa part, le MO Béjaïa a écopé d'une mise en garde et 200 000 DA d'amende pour «utilisation de fumigènes et jet de projectiles» (2^e infraction) lors du match perdu devant

la JS Saoura 0-1 lors de la 8^e journée. Le club devra s'acquitter d'une seconde amende de 50 000 DA pour «mauvaise organisation». En ligue 2 Mobilis, l'US Biskra a été sanctionnée d'un match à huis clos plus 200 000 DA d'amende pour «utilisation de fumigènes et jets de projectiles sur le terrain de jeu (bouteilles, pierres)» (3^e infraction). Le club est condamné également à payer une autre amende de 50 000 DA pour «mauvaise organisation». Le dossier du match reste ouvert pour complément d'information et le président de l'USB est convoqué à la séance de la commission de discipline de la LFP du lundi 8 octobre. D'autre part, le MC El Eulma a écopé d'une mise en garde et d'une amende de 100 000 DA pour «utilisation et jet de fumigènes sur le terrain» (1^{re} infraction). La même sanction a été infligée au WA

Tlemcen. Une deuxième amende de 50 000 DA pour «absence la salle de conférences». L'A.Boussaâda devra lui aussi s'acquitter de deux amendes de 100 000 DA, une pour «jet de projectiles sur le terrain» (1^{re} infraction) et une seconde pour «mauvais comportement des ramasseurs de balles» en plus d'une mise en garde. Par ailleurs, la commission de discipline de la LFP a suspendu le joueur Baouche Houari (O.Médéa) pour quatre matchs plus 40 000 DA d'amende suite à son exclusion face au DRB Tadjenanet. Les joueurs de l'US Biskra : Hamzaoui Samir et Lakhdar Adel, signalés pour «comportement anti-sportif envers officiels» sont suspendus chacun 4 matchs dont deux avec sursis plus 40 000 DA d'amende.

M. M.

Coupe arabe des clubs Le tirage au sort prévu samedi

Les seize clubs qualifiés pour les huitièmes de finale de la Coupe arabe des clubs de football, dont le tirage au sort aura lieu samedi prochain à Ryad (Arabie saoudite), sont désormais connus après le déroulement des derniers matchs retours du premier tour le week-end dernier.

L'Algérie a réussi à qualifier ses trois représentants pour le second tour, à savoir l'ES Sétif, l'USM Alger et le MC Alger. Avec quatre clubs qualifiés sur quatre engagés, l'Egypte arrive en tête grâce aux performances du Zamalek, Al Ahly, Ismaily et

littihad Alexandrie. L'Arabie saoudite arrive juste derrière avec trois représentants, Al Hilal, Al Nasr et Al Ahli, les trois grosses cylindrées du championnat local, alors que le Maroc aura deux équipes en huitièmes de finale : le Raja et le Wa Casablanca. Les matchs des huitièmes de finale se dérouleront du mois d'octobre en cours jusqu'à la fin janvier 2019, selon l'Union arabe de football (UAF). Une réunion de travail entre les 16 clubs qualifiés est prévue samedi juste après le tirage au sort des 1/8^e de finale pour fixer les dates des rencontres en aller

et retour, précise l'instance arabe. Pour mémoire, le vainqueur final de la compétition empochera 6 millions dollars.

Les 16 clubs qualifiés :

Egypte : Zamelek, Al-Ahly, Ismaily, Ittihad Alexandrie
Algérie : ES Sétif, USM Alger, MC Alger
Arabie saoudite : Al Hilal, Al Nasr, Al Ahli
Tunisie : ES Sahel
Maroc : Raja Casablanca, WA Casablanca
Emirats arabes unis : Al Wasl
Soudan : Al Merrikh
Irak : Al Naft.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Gendarmerie à Béjaïa

6 quintaux de tabac à chiquer saisis

D'IMPORTANTES quantités de tabac à chiquer ont été saisies par la gendarmerie de la wilaya de Béjaïa dans trois affaires distinctes.

La première affaire a été traitée à Tazmalt par la 3^e Section de la sécurité routière de la gendarmerie de la localité qui a saisi jeudi dernier vers 17h, sur la RN 26 à Allaghane, 2 quintaux (qx) de tabac à chiquer trituré, 70 kg de matière de préparation de tabac ou additifs, 50 kg de gypse, 4 kg de feuilles de tabac non fumé, a-t-on appris de la cellule de communication du groupement de la gendarmerie de la wilaya de Béjaïa. Les quantités saisies représentent, selon la même source, une valeur totale de 146 700 DA.

Le tabac a été retrouvé dans une Toyota Hilux appartenant à un individu répondant aux initiales de M.B., âgé de 29 ans et natif de Bouandas, dans la wilaya de Sétif.

«Le mis en cause a été transféré à la brigade de la localité. Un dossier pénal a été établi à son encontre pour trafic illégal de tabac et a été présenté aux juridictions compétentes», précise la même source.

Selon cette dernière, les gendarmes de la section de Taskariout ont également saisi, le même jour, 39 kg de tabac à

chiquer trituré et 17,5 kg de feuilles sèches de la même matière vers 5h du matin sur la RN 09.

La saisie a été opérée dans un point de contrôle et de régulation de la circulation mis en place à Kherrata.

Le tabac a été découvert dans le coffre-arrière d'une Renault Express appartenant à B.A. âgé de 22 ans, natif de Takliâat, municipalité de Draâ El-Gaïd. La valeur des quantités de tabac saisies est de 72 200 DA.

Enfin, une autre affaire de trafic illégal de tabac à chiquer a été enregistrée toujours à l'est de la wilaya, quelques jours avant, soit le 24 septembre, par la section territoriale de la gendarmerie de Kherrata. Il s'agit de la saisie 3,5 qx de tabac non fumé d'une valeur de 350 000 DA. L'opération de saisie a été enregistrée à 3h30 du matin dans un point de contrôle mis en place à Merouha, sur la RN 09.

Le tabac en question, prêt à être transformé en pâte, a été transporté par B.M. 42 ans, natif de la commune de Draâ El-Gaïd, dans une voiture de marque Hilux. Un dossier pénal a été élaboré à son encontre pour les mêmes faits et il a été transféré à la juridiction compétente.

Hocine C.

Sûreté de la wilaya d'Alger

Démantèlement d'une bande criminelle et saisie de 155 kg de cannabis

LES SERVICES de la Sûreté de wilaya d'Alger ont démantelé une bande criminelle organisée spécialisée dans le trafic de drogue composée de 8 individus et saisi 155 kg de cannabis, a-t-on appris hier auprès du chef de la brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants relevant de la police judiciaire de la circonscription d'Alger-Centre de la Sûreté de wilaya d'Alger, le lieutenant de police Rassoul Abdellah.

S'exprimant lors d'une conférence de presse, le lieutenant de police a précisé que l'opération menée par la brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants en coordination avec les services de l'Armée nationale populaire (ANP) a permis, en premier lieu, de déjouer une opération de réception d'une quantité de drogue estimée à 35 kg et d'arrêter 4 individus s'adonnant à ce trafic à Alger-Centre.

Les mêmes services ont perquisitionné, sur mandat délivré par le procureur de la République territorialement compétent, le domicile du mis en cause principal et saisi une quantité de 120 kg de cannabis, 239 millions de centimes et 260g

d'or, en sus de 3 véhicules touristiques et 120 téléphones portables, a ajouté la même source, relevant que les investigations ont permis, en outre, l'arrestation de 4 individus formant ce réseau criminel.

Après accomplissement des procédures judiciaires, les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent, a conclu la source.

M. O.

France

Saisie de 650 kg de cocaïne dans la région de Toulouse

QUELQUE 650 kilogrammes de cocaïne ont été saisis par les douaniers français dans la nuit de lundi à mardi dans la région de Toulouse, dans le sud-ouest de la France, selon une source proche de l'enquête. La drogue se trouvait dans un «camion étranger», selon cette source. Selon le quotidien régional «La Dépêche du Midi», il était immatriculé en Ukraine et deux Néerlandais ont été interpellés. La dernière grosse saisie de cocaïne en France avait eu lieu mi-septembre avec 752 kilogrammes de cocaïne dans un conteneur du port du Havre, en Normandie (Nord-Ouest), à l'occasion d'un contrôle régulier. En 2017, les saisies des services anti-drogues ont atteint un niveau record : 17 tonnes contre 8,5 tonnes en 2016, soit une hausse de 105%, selon des chiffres de la police. H. N.

Classement de la vitesse de téléchargement internet: L'Algérie à la 175ème place



Djalou@hotmail.com

Tunisie

Ahed al-Tamimi invitée par Caid Essebsi

Le président tunisien Béji Caid Essebsi a reçu hier au Palais présidentiel l'icone de la résistance palestinienne, l'adolescente Ahed Tamimi, ont rapporté des médias, citant une source à la présidence tunisienne.

Par Rayane D.

Selon la responsable des médias au Palais de Carthage, Aida Kélibi, citée par l'agence de presse Anadolu, Ahed est arrivée lundi soir à l'aéroport international de Tunis-Carthage pour une visite en Tunisie, à l'invitation du président Essebsi. Une cérémonie en hommage à l'adolescente palestinienne et à sa famille sera organisée par l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) au niveau de son siège central, selon une déclaration de la Centrale syndicale sur sa page Facebook. L'adolescente palestinienne, âgée d'à peine 17 ans, est devenue une icône de la résistance populaire pacifique en Palestine après son arrestation, avec sa mère Nariman, en

décembre 2017 pour avoir giflé un officier israélien lors d'une incursion de l'armée dans son village, Nabi Saleh, au nord-ouest de Ramallah. Samedi, la jeune fille a été honorée par l'un des plus grands clubs de football espagnol et mondial, le Real Madrid, en l'accueillant au sein du stade Santiago-Bernabeu. Elle a reçu un maillot frappé du nom «Ahed» au dos, ainsi que le numéro neuf communément utilisé par les grévistes palestiniens. Mars dernier, un tribunal militaire israélien a condamné la jeune Palestinienne à huit mois de prison pour «obstruction et attaque d'un soldat israélien en service». Fin juillet, Ahed et sa mère ont été libérées à l'entrée de leur village situé au centre de la Cisjordanie occupée. Ahed Tamimi avait attiré l'attention

internationale sur les crimes et les mauvais traitements infligés par l'armée israélienne aux enfants palestiniens lors de la diffusion, en décembre 2017, d'une vidéo la montrant frappant dans la cour de sa maison, en Cisjordanie occupée, des soldats israéliens qui sont venus arrêter son frère. Selon l'ONG Defence for Children International, environ 500 à 700 mineurs palestiniens sont arrêtés chaque année par les forces d'occupation israéliennes. L'agence des Nations unies pour l'enfance (Unicef) avait dénoncé, quant à elle, les mauvais traitements infligés aux mineurs palestiniens en détention par Israël qui étaient «généralisés, systématiques et institutionnalisés».

R. D.

Le romancier chinois Mo Yan

Un prix Nobel de littérature présent au 23^e Sila

Le prix Nobel de littérature de l'année 2012, le roman-

cier chinois Mo Yan, est attendu au 23^e Salon international du livre d'Alger (Sila), prévu du 29 octobre au 10 novembre prochains aux Palais des expositions des Pins maritimes, annonce hier un communiqué du ministère de la Culture. Présent parmi les représentants de la Chine, invité d'honneur de cette édition, le prix Nobel 2012 de littérature animera une conférence, avant d'assister à un hommage qui lui sera rendu par le commissariat du Salon, dans une cérémonie prévue à son honneur.

La délégation chinoise compte plus de 150 membres

entre écrivains et éditeurs, précise la même source.

Le 23^e Sila, qui mettra à l'honneur la littérature chinoise, présente avec 3 000 titres en arabe et en anglais, verra la participation d'un millier d'éditeurs algériens et étrangers représentant 47 pays, répartis sur 970 maisons d'édition dont 271 algériennes.

Avec 300 000 titres d'ouvrages dans divers domaines, notamment la littérature, l'histoire et la science, le 23^e Sila accueillera, par ailleurs, 70 auteurs algériens, entre écrivains confirmés et jeunes auteurs.

Racim C./APS